

# *Le président argentin met en garde contre les risques pour la démocratie*

---

Image not found or type unknown

La Havane, 9 mai, (RHC)- Le président argentin, Alberto Fernandez, a mis en garde ce lundi contre les risques qui pèsent sur la démocratie.

Alberto Fernandez a condamné l'implication présumée d'hommes politiques de l'opposition dans l'élimination de preuves concernant la tentative d'assassinat à l'encontre de la vice-présidente Cristina

Fernández.

Selon le journal Página 12, une femme témoin de l'affaire a déclaré vendredi que le contenu de son téléphone portable n'avait pas été effacé de son plein gré. Elle a signalé qu'elle avait été emmenée dans les bureaux de la dirigeante du parti Proposition républicaine (PRO) et candidate à la présidence, Patricia Bullrich, où un expert l'avait vidé.

Quand je lis qu'une employée est convoquée dans le bureau d'une députée pour lui demander son numéro de téléphone et l'effacer afin qu'il ne reste aucune trace, je pense qu'il s'agit de quelque chose de très grave", a déclaré le président.

Je pense que c'est honteux et, en termes institutionnels, impardonnable. Patricia Bullrich et Gerardo Milman doivent s'en expliquer. Nous savons maintenant comment agissent certaines des personnes avec lesquelles nous devons traiter", a-t-il ajouté.

Gerardo Milman est également membre du PRO et a géré le secteur du renseignement lorsqu'il était vice-ministre de la sécurité, alors que Bullrich était ministre de la Défense, sous l'administration de Mauricio Macri (2015-2019).

Le 1er septembre 2022, un individu nommé Fernando Sabag a pointé une arme à feu sur la tête de l'ancienne cheffe d'État, mais le coup n'est pas parti.

L'homme, sa compagne Brenda Uliarte et un autre suspect (Gabriel Carrizo) restent en détention. La juge María Eugenia Capuchetti a refusé d'analyser leurs liens avec l'organisation d'ultra-droite Révolution Fédérale, financée par l'entreprise Caputo Hermanos, dont les propriétaires sont liés à Macri.

Récemment, la vice-présidente a publié une vidéo dans laquelle les relations des politiciens avec l'attentat sont détaillées et où il est indiqué que cette agression était la plus grave d'une série d'actions violentes menées contre elle cette année-là.

Selon ce matériel, un témoin a déclaré que deux jours avant l'attentat, dans le bar Casablanca, situé près du Congrès national, il a entendu Milman dire à deux femmes qui l'accompagnaient : "Quand ils la tueront, je serai en route pour la côte".

Selon Página 12, Ivana Bohdziewicz, l'une des conseillères présentes, a demandé vendredi à témoigner pour la troisième fois devant les tribunaux fédéraux.

L'année dernière, Mme Bohdziewicz avait déclaré qu'elle avait effacé le contenu de son téléphone portable pour protéger sa vie privée, mais elle vient de révéler que ce n'était pas le cas.

Source : Prensa Latina

---

[https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/322123-le-president-argentin-met-en-garde-contre-les-  
risques-pour-la-democratie](https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/322123-le-president-argentin-met-en-garde-contre-les-risques-pour-la-democratie)



**Radio Habana Cuba**